



Contre l'austérité et la régression sociale IL EST URGENT DE STOPPER

NPA L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 27 NOVEMBRE 2014

Lundi, Hollande est retourné à Florange pour inaugurer une plateforme de recherche et développement industriel qui créera... 15 emplois. En 2012, alors qu'il était candidat à la présidentielle, il avait pourtant assuré, que « lui président » se battraient pour que les hauts-fourneaux restent ouverts.

Un an plus tard, il était revenu en tant que chef de l'État pour... entériner la fermeture du site et la suppression de ses 680 emplois ! Son seul engagement d'alors : revenir chaque année.

Ce lundi, promesse tenue : il est revenu faire son coup de « com' », en évitant ceux qui manifestaient pour dénoncer sa trahison. Solidement ancré à sa politique anti-ouvrière, il a préféré s'adresser au patronat... qui ne se gêne plus pour en demander toujours plus.

GATTAZ, « MONSIEUR TOUJOURS PLUS » DU PATRONAT

Non contents d'avoir pour eux le « pacte de responsabilité » et ses 40 milliards d'euros d'allègements de cotisations sociales des entreprises d'ici à 2017, la nouvelle proposition de Hollande ne suffit toujours pas aux patrons.

En effet, le 6 novembre, le président annonçait la transformation du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en nouvelle baisse de cotisations sociales en 2017.

Malgré cela, Gattaz et ses amis en veulent encore davantage. Après avoir ajouté à la liste de leurs « revendications » le licenciement « sans motif » et la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, ils organisent, début décembre, une « semaine de mobilisation » pour parler... de la « souffrance patronale » !

LES TRAVAILLEURS ET LES CLASSES POPULAIRES PAIENT LA NOTE

Le budget de l'Etat 2015 est un des pires budgets d'austérité jamais voté. Sur l'ensemble des administrations publiques, ce sont 21 milliards d'euros d'économies qui sont prévues.

Sur les seules dotations aux collectivités locales, ce sont 3,7 milliards d'euros qui seront économisés.

La conséquence sera une accentuation de la dégradation de l'emploi public, des conditions de travail des personnels, et des services à la population.

Après les travailleurs de la santé mobilisés depuis plusieurs mois contre les fermetures d'hôpitaux et la casse de la Sécurité sociale, c'est au tour des enseignants et des professeurs des écoles de plusieurs départements d'entrer en lutte contre la disparition programmée des « zones d'éducation prioritaire ».

Encore une des belles promesses de Hollande jeté aux orties : les 60 000 postes annoncés dans l'éducation !

Non seulement ces postes n'ont pas été créés, mais on déshabille des écoles et des collèges de quartiers populaires par souci de rentabilité !

LUTTER TOUS ENSEMBLE CONTRE CE GOUVERNEMENT C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT L'ORGANISER

Il est frappant de voir que malgré ces attaques redoublées contre nos emplois, nos acquis, nos conditions de vie ou d'études pour les plus jeunes, les directions des grandes organisations syndicales sont aux abonnés absents ou passent le plus clair de leur temps à négocier de nouveaux reculs sociaux.

Aucune perspective de lutte d'ensemble n'est proposée.

Que la somme des colères accumulées dans la population et le monde du travail contre sa politique antisociale finisse par s'exprimer de manière massive et déterminée dans la rue et dans un tous ensemble: c'est pourtant la seule chose sérieuse que pourrait craindre ce gouvernement PS-MEDEF.

Alors, si salariés du public et du privé, jeunes, privés d'emploi, retraités, on s'y mettait tous ensemble, c'est sûr que la peur commencerait à changer de camp.



35 HEURES : MACRON REMET ÇA !

Pour Macron, il n'est évidemment pas question de remettre en cause tout ce que la loi des 35 heures a rapporté de positif aux patrons : plus de flexibilité dans l'organisation du travail avec « l'annualisation » du temps de travail, plus de productivité. Pour le ministre-ancien banquier de Rothschild, il ne s'agirait maintenant que « *de faire respirer* » les 35 heures... en allant vers « *plus de flexibilité* » encore !

Pour cela : convaincre les syndicats de conclure des accords qu'il qualifie « d'offensifs ». Les futurs signataires accepteraient alors d'augmenter la durée du travail, sans majoration de salaire, en cas de carnets de commandes élevés ou de lancement d'un nouveau produit. Face à l'attaque qui se profile, peut-être dès la négociation que le gouvernement engagera début 2015 sur les aménagements aux lois Aubry, il y a urgence à se préparer à y répondre.

SYNDICATS ET SALARIÉS DANS LE COLLIMATEUR

Après les provocations de Gattaz proposant de supprimer les délégués du personnel dans les petites et moyennes entreprises, voilà que la direction de Renault veut réduire les moyens d'agir des délégués du personnel (DP) et du CE suppléants.

Le 18 novembre, la Direction des ressources humaines a annoncé son intention de supprimer leurs heures de délégation. Et pour dicter aux délégués qui pourront encore agir "sur quoi" et "comment" ils pourront intervenir, elle propose même de prendre le contrôle de la formation des futurs représentants du personnel. Renault espère ainsi en finir avec des délégués indépendants, contestant sa politique, pour mieux faire passer ses attaques contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. C'est extrêmement grave. On est tous concernés.

EN 10 ANS, 75 000 POSTES SUPPRIMÉS PAR RENAULT ET PSA

Selon le journal « *Les Echos* », en dix ans seulement, Renault et PSA ont supprimé 75 000 postes de travail. Selon les chiffres publiés par ce quotidien, de 2004 à 2014, le groupe PSA a perdu 44 000 postes de travail, passant de 128 000 à 84 000. Le groupe Renault qui avait entamé ses restructurations plus tôt a perdu 31 000 emplois, passant de 76 000 à 45 000.

Ces chiffres ont été publiés le jour où la direction de PSA a annoncé 3 500 nouvelles suppressions de postes. Et encore, sans prendre en compte les intérimaires et sous traitants travaillant de plus en plus directement sur les sites des constructeurs.

C'est le résultat des politiques patronales qui répartissent leur production partout dans le monde, en attisant la concurrence des uns contre les autres.

S'ils répartissent la production entre pays et usines, c'est la quantité de travail qu'il faut répartir avec une réduction du temps de travail pour tous !

VALLS ET GHOSN : UNE HISTOIRE D'AMOUR

Le 3 novembre, Carlos Ghosn a reçu le « Grand Prix du Manager 2014 », lors d'une cérémonie des « BFM Awards », véritables « Oscars » du monde de la finance. C'était certainement pour le récompenser des « *retombées positives* » des accords de compétitivité !

Le trophée lui a été remis par Valls et son compère à l'Economie, Macron. A cette occasion, Valls a pu confirmer son « *moi, j'aime l'entreprise !* », lancé à l'Université d'été du MEDEF et son « *my government is pro-business* », clamé à la City de Londres, le mois dernier.

LUTTES EURO-MEDITERRANEE : SE COORDONNER !

La production de Renault pour l'Europe est maintenant répartie de la France à la Turquie et du Maroc à la Roumanie. C'est le résultat d'une mise en concurrence organisée des salariés du groupe.

A Tanger, les salaires et cotisations représentent 350€ mensuels par salarié contre 950€ en Roumanie, après 26% d'augmentation en 4 ans... et des grèves pour les arracher. D'où l'idée, pour Ghosn, de rapatrier sur Tanger la production roumaine du Sandero et d'installer aussi au Maroc une usine de moteurs. Diviser pour régner, c'est aussi vieux que le monde.

Mais les travailleurs marocains savent aussi se battre pour leurs salaires. Le 29 octobre, ils étaient en grève à 70% à Tanger et à 100% à Casablanca (SOMACA, filiale Renault), contre le plan d'austérité du gouvernement marocain.

Ghosn nous aura au moins appris une chose : de Cléon à Pitesti ou de Pitesti à Tanger, nous avons tous les mêmes intérêts.

LA FIBRE TUEUSE D'UN GRAND PATRON

En Italie, le richissime industriel Stephan Schmidheiny, ex-proprétaire de l'entreprise d'amiante Eternit, vient d'être acquitté après 20 ans de procédure judiciaire. Beaucoup d'anciens ouvriers des usines Eternit racontent qu'on leur demandait simplement de mettre un mouchoir sur leur visage quand les nuages de poussière d'amiante devenaient trop denses. 50 personnes meurent chaque année en Italie pour avoir été en contact avec une particule d'amiante venue des anciens sites Eternit. Le poison tue encore, en Italie comme en France. Les responsables courent toujours.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique